

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 183 3 janvier 2008

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Tous nos vœux au nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire

En ce début d'année 2008, nous adressons tous nos vœux de succès à toutes celles et tous ceux qui entendent prendre leur place dans la construction d'un nouveau parti du monde du travail. La nouvelle période historique que nous connaissons marquée par une offensive sans limite contre les travailleurs et les peuples associée à l'effondrement ou l'intégration des vieux partis et organisations syndicales issus de l'histoire du mouvement ouvrier nous impose une tâche prioritaire : unir, regrouper celles et ceux qui entendent rester fidèles à la défense des intérêts des opprimés, aux idées du socialisme et du communisme.

La victoire de Sarkozy a tourné une page. Les lignes de force qui ont résulté des élections présidentielle et législatives de 2008 sont l'expression de la dégradation du rapport de forces aux dépens de la classe ouvrière. Elles sont la conséquence de l'adaptation de la social-démocratie au capitalisme mondialisé, de l'effondrement de la bureaucratie de l'ex-URSS et des partis issus du stalinisme, du divorce des classes populaires avec les partis de la gauche gouvernementale qui en découle. Les vieilles forces issues des tentatives du prolétariat de rompre avec l'horizon capitaliste au siècle dernier se délitent ou se mouent complètement à l'ordre bourgeois après avoir, il y a déjà plusieurs décennies, renié leurs idéaux. Une période du mouvement ouvrier s'est achevée.

Riposter à l'offensive patronale implique de redonner aux idées du socialisme et du communisme toute leur force contestatrice et subversive. Il ne s'agit pas de « refonder » la gauche ou une « vraie gauche » mais bien que les travailleurs, les jeunes, s'engagent dans la fondation d'un nouveau parti, un parti anticapitaliste, un parti pour la lutte de classe jusqu'au bout, en rupture avec le capitalisme et ses institutions.

L'actualité du programme socialiste et communiste est soulignée par l'évolution de la situation économique, sociale et politique internationale. Celle-ci manifeste à quel point la mondialisation capitaliste, loin de résoudre les contradictions du capitalisme impérialiste, les exacerbe : d'un côté les surprofits, la débauche de crédits et de spéculations, une concentration inimaginable de richesses, de l'autre l'aggravation des inégalités, la misère, l'exploitation, la guerre.

Le parasitisme financier des classes dominantes aboutit, même en période de croissance économique, à une aggravation de l'exploitation. La croissance creuse les inégalités alors même que les spéculations financières engloutissent des milliards. Elle prépare ainsi une nouvelle crise, plus profonde, plus globale, plus mondialisée.

La crise financière de l'été dernier et ses suites voire ses rebondissements en sont l'illustration, démontrant devant l'opinion mondiale à quel point les maîtres du monde n'ont aucun contrôle de leur propre système. Cette impuissance a levé un voile sur la réalité de la croissance mondiale qui repose sur

un amoncellement de dettes et de crédits combinés dans une folle spéculation anticipant les hypothétiques profits à venir. Elle a démontré la réalité de la menace de faillite globalisée de l'économie dont personne n'est en mesure d'imaginer les conséquences dramatiques pour l'humanité.

Cette situation que tentent de masquer les hommes politiques comme les dirigeants de l'économie pour maintenir la confiance est le développement jusqu'à l'absurde de la contradiction fondamentale du capitalisme : d'un côté une socialisation, une mondialisation, une globalisation croissante de la production et des échanges, de l'autre l'appropriation privée de la richesse entre les mains d'une minorité de plus en plus réduite.

Elle bouleverse les relations internationales dominées par la volonté des USA de perpétuer une domination sans rapport avec leur poids économique et de plus en plus contestée, source de tensions dont le bourbier irakien est la dramatique et sanglante illustration. La montée du militarisme, la croissance des dépenses militaires partout dans le monde sont le complément du libéralisme, faisant de la paix un vain espoir.

La seule réponse à la crise globalisée du capitalisme, le combat dont dépend l'avenir de l'humanité, c'est le combat entre la socialisation de la production et l'appropriation privée des richesses, le combat pour le socialisme, le combat entre le capital et le travail.

Mondialisation du rapport d'exploitation capitaliste et crise écologique

La mondialisation, c'est d'abord et avant tout l'extension du rapport d'exploitation salariée à l'ensemble de la planète, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale comme jamais par le passé. Le développement économique qui s'est opéré sous le fouet de la concurrence, de la course effrénée aux profits aboutit à la prolétarisation de millions de paysans pauvres ruinés par les multinationales et condamnés à fuir la misère des campagnes pour les bidonvilles des mégapoles des pays pauvres ou à tenter de survivre en risquant leur vie dans l'émigration, millions d'hommes sans autre moyen de survivre que de vendre leur force de travail au capital assoiffé de profit.

Cette prolétarisation accélérée et massive bouleverse les conditions d'existence de l'ensemble de la classe salariée. Durant l'époque impérialiste, la bourgeoisie des vieilles puissances avait réussi à maîtriser -sinon à résoudre- la question sociale grâce au pillage des peuples coloniaux et aux surprofits ainsi accumulés dont elle distribuait des miettes à son propre prolétariat. Aujourd'hui, elle ne peut maintenir ses profits qu'en se soumettant à la concurrence internationale dans laquelle les bourgeoisies des anciennes nations coloniales ou dominées jouent du faible coût de la force de travail du jeune et nouveau prolétariat.

Cette mise en concurrence entraîne dans un premier temps une baisse générale du coût du travail qui se manifeste, ici, par la remise en cause des acquis sociaux. A plus long terme, elle crée les conditions d'une convergence des exigences du vieux prolétariat, en particulier européen, avec le jeune prolétariat.

Cette question a pénétré la vie quotidienne des travailleurs des vieilles métropoles impérialistes, elle obnubile les gouvernements confrontés à un phénomène qu'ils ont eux-mêmes provoqué, qu'ils entendent utiliser à leur profit et celui de leur classe, mais qu'ils ne contrôlent pas et dont les effets à long terme les dépassent.

Une des tâches politiques essentielles qui en résulte est la solidarité avec les travailleurs sans-papiers ; leur régularisation est une revendication centrale pour l'ensemble des salariés. Défendre ses propres droits implique de ne pas accepter qu'une fraction du prolétariat en soit privée. La course folle du libéralisme tend elle-même à abolir les frontières entre les travailleurs et les peuples et crée ainsi les conditions mêmes d'une internationalisation des luttes indispensable pour en finir avec lui.

La globalisation capitaliste entraîne une globalisation de la crise qui s'exprime dans la catastrophe écologique en cours. Elle touche tous les domaines de la vie, conditions de travail, alimentation, santé, environnement, climat, et illustre la phrase de Marx : « *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ».

Dans les pays pauvres la pollution de l'air, de l'eau, des sols, comme les bouleversements climatiques mettent dès aujourd'hui la vie de millions d'hommes en danger. Les populations des pays développés ne

sont pas épargnés par les conséquences des changements climatiques ; ni par les risques de pollution liés au pétrole mais aussi à l'énergie nucléaire qui pose le problème du recyclage des déchets radioactifs ; ni même par les problèmes sanitaires, conséquences de la logique productiviste de « l'agrobusiness » qui voudrait aujourd'hui imposer la généralisation des OGM pour produire toujours plus à moindre coût et rendre les paysans encore plus dépendants.

Le productivisme industriel et agricole ne se soucie guère des populations et encore moins de l'environnement. L'économie capitaliste parce qu'elle n'est guidée que par l'obsession de la rentabilité financière est soumise au court terme des marchés et est incapable de prendre en compte les cycles naturels.

Face à la crise écologique, les conférences internationales se sont multipliées, mais derrière la mascarade des déclarations, la situation continue à s'aggraver. Les quelques tentatives de législation restent insuffisantes, voire sont détournées comme autant de nouvelles possibilités de spéculations financières. La mise en place de véritables solutions se révèle impossible parce qu'elle va à l'encontre de toute la logique économique libérale qui se développe avec la mondialisation capitaliste.

Aussi, l'écologie formule le lien fondamental entre la destruction de l'environnement et la logique du profit capitaliste, elle s'intègre pleinement au combat anticapitaliste pour réconcilier l'Homme avec la Nature et... lui-même.

La pensée unique, la gauche soluble dans le libéralisme...

La mondialisation financière impose aux partis institutionnels une politique nécessairement soumise à un objectif unique : permettre à la bourgeoisie française de trouver sa place dans la concurrence mondialisée. C'est cette logique qui a effacé ce qui pouvait rester du clivage droite-gauche et a réuni en 2005, lors du référendum pour le TCE, l'UMP et le PS dans le même camp du oui.

La France, vieille puissance coloniale et impérialiste, est peu armée pour faire bonne figure dans cette course à la concurrence. L'Europe lui est indispensable dans le même temps que l'Etat n'a d'autre souci que de préserver les priviléges et les prérogatives de sa propre bourgeoisie tout autant que les siens. L'affaire Airbus en est l'illustration. Les prétentions atlantistes et pro-américaines de Sarkozy en sont une autre conséquence.

Ces contradictions créent le terrain d'une crise politique dont le 21 avril 2002 a été le premier symptôme aigu. L'illusion à la base de la stabilité de la machine démocratique parlementaire, comme quoi il serait possible de peser sur le cours des événements par son bulletin de vote dans le cadre des institutions, est ruinée par la logique de la pensée unique. Par ailleurs, les discours pro-européens ont de plus en plus de mal à masquer les égoïsmes nationaux...

Le populisme de droite de Sarkozy prétend étouffer ces contradictions à défaut de pouvoir les résoudre. Il ne fait que repousser le moment inévitable de leur explosion.

Et cela d'autant que ses prétentions à défendre l'intérêt général en défendant les intérêts des riches et des possédants aura bien du mal à résister à l'épreuve des faits, à l'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial, aux tensions financières. Le gouvernement est là pour exécuter les volontés du patronat et des gros actionnaires, mener à bien une nouvelle offensive contre les salariés et l'ensemble de la population, « *la nouvelle phase des réformes* ».

Cette offensive s'organise autour de deux axes : ouvrir de nouveaux champs d'investissements aux capitaux privés, politique de privatisation, et faire baisser le coût du travail en remettant en cause le contrat à durée indéterminée pour généraliser la précarité.

C'est une offensive sociale mais aussi politique. Sarkozy entend utiliser les capitulations des directions syndicales et des partis de gauche convertis à l'économie de marché pour continuer ce qu'il appelait durant la campagne pour la présidentielle, « *le combat pour les valeurs* ». Leurs valeurs, c'est la morale de la bourgeoisie, concurrence, élitisme, individualisme et loi du plus fort, mépris des faibles, justification de la sélection sociale au nom du mérite... Les lois du capitalisme sont érigées en lois quasi naturelles, et contre tous les laissés pour compte, les victimes égarées, ils ne connaissent que la sanction, la répression, le sécuritaire.

La logique d'une telle politique est lourde de menaces, Sarkozy n'ayant d'autre choix que l'activisme, la fuite en avant dans la démagogie réactionnaire. Mais, dans le même temps, son impuissance à apporter

des solutions aux difficultés de l'immense majorité de la population peut accélérer les prises de conscience, contribuer à un nouveau regroupement des forces pour préparer une contre-offensive tant sociale que politique.

Organiser les résistances, les luttes, travailler à leurs convergences, leur généralisation, préparer l'affrontement avec le gouvernement et le patronat est la tâche des militants de la classe ouvrière. C'est d'abord et avant tout une tâche politique qui vise à construire un rapport de force que les capitulations de la gauche gouvernementale prenant appui sur les illusions de la grande majorité des salariés ont contribué à dégrader. Les reculs, les luttes perdues, les échecs des 25 dernières années sont là pour démontrer qu'en toute circonstance les travailleurs doivent garder leur indépendance politique pour faire prévaloir leurs droits. Préparer une contre-offensive du monde du travail, c'est comprendre les mécanismes qui ont conduit à la dégradation du rapport de force sans craindre de mettre en accusation la politique de la gauche gouvernementale et syndicale.

Il est clair que l'on ne peut défendre les intérêts du monde du travail qu'en rompant avec la logique des patrons et des financiers, sinon on la subit. Combattre les conséquences du système, c'est combattre le système lui-même ; imposer des réformes sociales, progressistes, démocratiques passe par une lutte de classe qui conteste le droit des capitalistes à diriger la société, pose la question du pouvoir.

L'indépendance de classe

Faire vivre au sein des organisations syndicales une telle politique nécessite que les salariés se réapproprient leurs organisations. Les révolutionnaires placent ainsi au premier rang de leur préoccupation l'organisation démocratique des salariés. La tâche est énorme au regard des routines d'appareil voire des conceptions bureaucratiques auxquelles les capitulations des directions syndicales ont livré les organisations. Au cœur de nos préoccupations comme au cœur de notre programme, il y a la démocratie, démocratie syndicale mais aussi de façon plus générale la démocratie ouvrière, c'est-à-dire la prise en main de leurs propres affaires par les travailleurs eux-mêmes.

Cette bataille pour faire vivre une politique de lutte de classe en toute indépendance des patrons et de l'Etat est une bataille pour reconstruire une conscience de classe, c'est-à-dire non seulement la conscience de l'antagonisme fondamental qui oppose patronat et classe ouvrière mais aussi la conscience que l'avenir de la société appartient aux exploités.

Cette tâche est une tâche éminemment politique. Nos activités politiques et syndicales ne sont pas opposées ou même indépendantes l'une de l'autre, même si elles ne se confondent pas. Nous n'avons qu'une activité qui est celle de militants révolutionnaires qui combattent l'influence et la politique des bureaucraties syndicales soumises à la politique de collaboration de classe avec le patronat et le gouvernement. Nous devons permettre à nos camarades qui militent dans les syndicats de mener cette lutte, d'y développer des réseaux lutte de classe, de coordonner ce travail pour aider aux mobilisations sociales et d'affirmer les exigences du monde du travail.

Tout montre qu'il y a un mouvement profond vers un nouveau parti dans une fraction du monde du travail et de la jeunesse qui cherche des réponses et un cadre militant pour résister.

Ce mouvement s'inscrit dans l'évolution même de la situation politique et sociale depuis 1995 qui a vu se développer parallèlement au renouveau des luttes une influence nouvelle des idées défendues par l'extrême gauche : Arlette Laguiller à la présidentielle de 1995, puis en 2002, Arlette Laguiller et notre porte-parole, Olivier Besancenot, puis 2007 et les dernières mobilisations. Il se développe en réponse à l'affaiblissement du PC, à l'intégration des bureaucraties syndicales au jeu de dupes du dialogue social. La question se pose à l'ensemble des militants ouvriers, des salariés, des jeunes qui veulent se battre contre l'offensive patronale.

Les révolutionnaires, loin d'être comme par le passé dans la situation de petites organisations critiquant le PC sur sa gauche, représentent la seule force politique prête à défier et à contester jusqu'au bout l'ordre capitaliste. Il est de leur responsabilité de contribuer à ce que ce mouvement de rupture avec les partis faillis de la gauche donne naissance à un véritable parti pour les luttes.

La perspective antilibérale, à la gauche du PS, voudrait redonner crédibilité à l'illusion qu'il est possible de changer la vie par les voies parlementaires et institutionnelles sans rupture démocratique et révolutionnaire. Cette perspective est une impasse à une époque où les marges de manœuvre pour une politique réformiste se sont faites de plus en plus étroites.

Anticapitaliste, révolutionnaire, démocratique

Unir, regrouper ne peut se faire que sur des basses d'indépendance de classe, c'est-à-dire d'indépendance vis-à-vis des institutions, des bases anticapitalistes, révolutionnaires, démocratiques.

Anticapitaliste parce que toute l'histoire est là pour démontrer que, loin de permettre un progrès social harmonieux et démocratique, la domination de la propriété privée capitaliste conduit à des drames, des catastrophes mettant aujourd'hui en cause les équilibres écologiques qui permettent la vie sur terre.

Révolutionnaire parce que toute l'expérience du mouvement ouvrier est là pour démontrer que l'on ne peut en finir avec le règne de la propriété privée capitaliste dans le cadre des institutions qui sont au service de sa domination mais que cela exige une rupture, la conquête du pouvoir politique par les travailleurs, les opprimés, pour prendre le contrôle de la marche de l'économie et de la société, pour instaurer la propriété collective des moyens de production.

Démocratique parce que cette rupture ne peut être que l'œuvre des travailleurs, des opprimés eux-mêmes par leur intervention directe sur la scène politique, là où se décide leur propre sort, pour donner naissance à une nouvelle démocratie, directe, celle des assemblées de travailleurs en continuité avec la Commune de Paris de 1871, les soviets d'Octobre 17 ou les conseils ouvriers de la Hongrie et de la Pologne de 1956.

C'est pourquoi le parti dont les travailleurs ont besoin n'est pas un parti électoral mais bien un parti pour les luttes, un parti militant centré sur les usines et les lieux de travail.

Nous n'entendons nullement tourner le dos aux militants antilibéraux, aux travailleurs et à tous ceux qui ne partagent pas encore ces conceptions. Le mouvement démocratique et révolutionnaire n'a pas d'intérêts propres différents de ceux de l'ensemble des opprimés. Il entend agir sans cesse pour leur unité, pour un front social et politique contre le pouvoir et le patronat avec toutes les forces politiques, syndicales, associatives qui se situent sur le terrain de la défense des intérêts des salariés.

Mais nous ne confondons pas politique de Front Unique et construction du parti même si elles se combinent.

Unité pour les luttes et indépendance politique, démarche de front unique et affirmation d'une orientation révolutionnaire ne sont nullement incompatibles. C'est au contraire la seule méthode pour dégager, à chaque étape, de nouvelles forces pour un nouveau parti.

Les forces avec lesquelles nous allier existent dès maintenant. Ce sont les travailleurs et les jeunes qui se retrouvent au cœur des mobilisations. Des milliers de travailleurs, de sympathisants ou de militants PC, de militants syndicaux « lutte de classe » et des jeunes, qui n'ont connu de la gauche que des politiques de droite et de la société bourgeoise que la précarité et l'exclusion, sont disponibles à la perspective d'une nouvelle force. C'est la partie active du large courant de sympathie qui s'est exprimé dans les 2 millions de voix qu'a recueillies l'extrême gauche anticapitaliste lors de la présidentielle sans compter tous ceux qui, sans avoir voté pour l'extrême gauche révolutionnaire, se reconnaissent dans ses propositions.

Avec eux, nous voulons débattre des voies et moyens de répondre à la crise du mouvement ouvrier. Des milliers de travailleurs veulent un instrument pour organiser leurs luttes. Construire cet instrument avec eux, c'est nécessairement dépasser la Ligue actuelle, se transformer pour jeter les bases d'un nouveau parti des travailleurs.

Une telle démarche exige une grande capacité démocratique en rupture avec les habitudes sectaires qui ont longtemps paralysé l'extrême gauche. Le régime interne du parti que nous souhaitons sera placé sous le signe d'une large démocratie révolutionnaire encourageant débats et initiatives, soucieux d'associer à tous les niveaux de responsabilités les minorités, respectant le droit de tendance et de fraction.

Le processus constituant d'un nouveau parti participe d'intégrations, de fusions, de mutations, de transformations associant et dépassant des histoires, des traditions, des expériences différentes. Le développement d'un tel parti, reflet et expression de l'évolution de conscience des masses elles-mêmes, participe aussi d'une telle démocratie révolutionnaire. Il est indissociable du but même qu'il se fixe, instrument de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Dans ce processus constituant, la jeunesse est un moteur, une force d'entraînement indispensable. Elle doit y prendre toute sa place malgré les difficultés que pose la nature même du moment politique que nous vivons. Le passé pèse encore lourd sur les consciences, domine encore l'avenir qui n'a pas assez confiance en lui. La jeunesse est encore bien trop sous le modèle des vieilles générations alors qu'il lui appartient d'ouvrir la voie, de porter avec fougue et enthousiasme le combat pour l'émancipation sociale, de s'approprier pour l'actualiser le marxisme, de travailler à sa renaissance.

Internationalistes...

Ce processus constituant participe d'une évolution sociale et politique que l'on ne saurait limiter aux frontières de l'hexagone mais qui se déroule non seulement à l'échelle européenne mais, plus globalement, à l'échelle internationale. L'effondrement de l'ex-URSS, l'intégration des nations ayant conquis leur indépendance à travers la révolution coloniale au marché capitaliste mondial, le développement sans précédent de la classe ouvrière à l'échelle internationale bouleverse le cadre des luttes d'émancipation tout en leur ouvrant de nouvelles perspectives.

Les limites des mouvements d'émancipation nationale qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, les dictatures sur lesquelles ils ont débouché ont laissé le champ libre à des forces réactionnaires, religieuses qui ont entrepris de dévoyer la révolte anti-impérialiste des masses pour mieux les encadrer. En Chine, la dictature des nationalistes enfants du maoïsme continuant d'usurper le drapeau du communisme, se combine sans difficulté avec le libéralisme sauvage, la surexploitation de la classe ouvrière. En Amérique latine, l'aile la plus radicale de la contestation des vieux liens de domination de l'impérialisme américain reste dans le cadre d'un nationalisme populiste dont Chavez est le leader et qui est incapable d'ouvrir la voie au socialisme pour le XXI^{ème} siècle.

De cela, seule l'intervention directe des travailleurs et des pauvres pour instaurer leur contrôle sur l'économie et l'Etat est capable. Ce qui signifie que, partout, les révolutionnaires agissent pour préserver l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire préserver la possibilité d'un changement radical pour en finir avec la domination libérale et impérialiste.

Nous inscrivons notre combat pour un nouveau parti dans le combat pour une nouvelle internationale, anticapitaliste, révolutionnaire, démocratique, capable de formuler une politique pour la classe ouvrière pleinement indépendante des autres classes bourgeoise ou petite bourgeoise.

Notre référence à Trotsky n'est en rien un dogme hors du temps pas plus que celle à Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxembourg... Elle est la continuité du matérialisme militant, sans patrie ni frontières, dont nous avons à écrire une nouvelle page...

Alors, tous nos vœux aux militants qui se revendiquent du socialisme, du communisme, des luttes d'émancipation, aux militants syndicalistes qui se revendiquent de la lutte de classe, à tous les travailleurs et les jeunes qui veulent prendre en main leurs propres affaires pour la réussite de leur, de notre entreprise, construire le parti du monde du travail.

Yvan Lemaitre



**Si débatmilitant te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**